

COMPTE RENDU CONSEIL MUNICIPAL 25 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-cinq janvier à 18h30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jacques GARNIER, Maire de Cour et Buis.

Conseillers en exercice : 12

Conseillers présents : 11

Conseillers votants : 12

Date de la convocation du Conseil Municipal : 18 janvier 2023

Secrétaire de séance : Yann MARTINEZ

Procurations : Jacques ROUSSEAU donne procuration à Jacques GARNIER

Lecture est faite du compte rendu de la dernière séance du conseil municipal qui s'est déroulée le 14 décembre 2022. **Le conseil municipal adopte ce compte rendu à l'unanimité.**

Ordre du jour :

- Adhésion assurance statutaire
- Validation proposition archivage CDG 38
- Prise en compte des rapports EBER
- Tarifs applicables aux usagers du réseau de lecture publique
- Convention animalière avec clinique vétérinaire
- Désignation délégué commission syndicat voirie
- Point avancement dépenses projet école et point ouverture des plis
- Arrêté stationnement zone des commerces et zone de covoiturage
- Questions diverses
 - Intégration nouvel agent périscolaire
 - Réouverture de la médiathèque mardi de 16h à 18h
 - Vœux du maire
 - Réorganisation des territoires du département
 - Cabane a livre
 - Présentation service de portage de repas
 - Proposition adhésion IRMA (institut des risques majeurs)

Les Conseillers Municipaux	Présents	Excusés	Absents
GARNIER Jacques	X		
ORSINGHER Philippe	X		
MOULIN Philippe	X		
TOGNARELLI Arlette	X		
MARTINEZ Yann	X		
JOURDAN Denis	X		
GAY Delphine	X		
RANCON Corinne	X		
RIGOUDY Florence	X		
DOLENZ Jean-Claude	X		
ROUSSEAU Jacques		X	
RENARD Muriel	X		

▪ ADHESION ASSURANCE STATUTAIRE

Monsieur le Maire rappelle que la commune a par délibération en date du 21 02 2020 adhéré au contrat groupe assurance statutaire pour la période du 01 03 2020 au 31 12 2023. Par décision unilatérale, AXA a décidé de résilier prématurément le contrat groupe au 31 12 2022.

Monsieur le Maire expose que :

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CDG38 en date du 9 juin 2015 approuvant les modalités de rémunération du CDG38 pour la mission de passation et gestion du contrat groupe d'assurance statutaire ;

Vu la décision d'attribution de la commission d'analyse des offres du CDG38 en date du 13 décembre 2022 au groupement SOFAXIS / CNP du marché relatif à la prestation d'assurance des risques statutaires pour les collectivités et établissements affiliés et non affiliés au Centre de gestion et pour lui-même ;

Considérant, la décision unilatérale de l'assureur précédent de mettre un terme de manière prématurée au contrat groupe d'assurance statutaire, le CDG38 a été contraint d'organiser sur un calendrier très serré un appel d'offres, afin de proposer une couverture en matière de risques statutaires à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le Conseil, après en avoir délibéré :

APPROUVE : - L'adhésion au contrat groupe d'assurance statutaire 2023-2026 proposé par le CDG38 à compter du 1/01/2023 et jusqu'au 31 décembre 2026.

- Les taux et prestations suivantes :

Risques garantis :

- Accident de travail / maladie professionnelle
- Temps partiel thérapeutique
- Longue maladie / maladie longue durée
- Décès
- Maladie ordinaire
- Disponibilité d'office
- Maternité / paternité / adoption

AGENTS AFFILIES À LA CNRACL

Formule tous risques avec franchise en maladie ordinaire	Collectivité employant de 1 à 10 agents CNRACL
20 jours	8,15%

AGENTS AFFILIES À L'IRCANTEC

Formule tous risques avec franchise en maladie ordinaire	Taux
20 jours	1,15%

PREND ACTE que les frais de gestion du CDG38 qui s'élèvent à 0.12% de la masse salariale assurée, viennent en supplément des taux d'assurance ci-dessus déterminés ;

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toute démarche et signer tout acte nécessaire à cet effet.

PREND ACTE que la collectivité adhérente pourra quitter le contrat groupe chaque année sous réserve d'un délai de préavis de 6 mois.

■ VALIDATION PROPOSITION ARCHIVAGE CDG 38

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a décidé par délibération en date du 24 avril 2019 de recourir au service d'accompagnement à la gestion des archives du centre de gestion de l'Isère. Cette action a été reconduite par délibération en date du 27 octobre 2021.

Afin de finaliser cette action une nouvelle proposition a été transmise par le CDG 38.

Monsieur le Maire rappelle les obligations de la commune en matière de conservation des archives et fait savoir à l'assemblée que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Isère, dans le cadre de ses missions facultatives et à leur demande, ouvre aux collectivités locales un service d'aide à la gestion des archives

Le Conseil Municipal, considérant l'intérêt pour la collectivité de s'assurer que ses archives soient organisées de façon conforme au regard des obligations légales ;

Il est proposé une intervention d'une durée de 10 jours, dont 9 jours dans la collectivité et 1 jour au CDG 38. L'ensemble de ces prestations sera assuré à la collectivité moyennant une participation journalière de 332 € euros, intervention sur site, qui comprend 302 € d'intervention et 30 € de frais de déplacement.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- DE RECOURIR au service d'accompagnement à la gestion des archives du Centre de Gestion de l'Isère ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer, la convention correspondante ;
- D'INSCRIRE les crédits correspondants au budget.

■ PRISE EN COMPTE DES RAPPORTS EBER

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les rapports d'activités transmis par la communauté de communes Entre Bièvre et Rhône, à savoir :

- Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du service public de prévention et de gestion des déchets,
- Rapport annuel sur le prix et la qualité des services eau potable et assainissement du service Eaux,
- Rapport annuel retraçant l'activité de la communauté de communes Entre Bièvre et Rhône,

Ces rapports doivent faire l'objet d'une communication par le Maire au conseil municipal en séance publique et d'une délibération attestant de la bonne prise en compte de ses derniers.

Ces rapports seront mis à la disposition du public sur le site internet de la commune.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres PREND EN COMPTE les rapports de la communauté de Communes EBER de l'année 2021.

■ TARIFS APPLICABLES AUX USAGERS DU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE

La Communauté de Communes Entre Bièvre et Rhône EBER CC), compte parmi ses compétences la gestion d'une médiathèque « tête de réseau » et d'un réseau de lecture publique, qui associe 23 médiathèques municipales sur son territoire.

Chacune des communes a signé avec EBER CC une convention de mise en réseau, par laquelle elle s'engage à contribuer au fonctionnement commun et harmonisé du réseau.

EBER CC a validé, en date du 26 septembre, le nouveau projet territorial de lecture publique pour les années 2022 à 2026.

Ce nouveau projet territorial de lecture publique comporte notamment une nouvelle tarification applicable aux usagers.

Conformément à l'esprit du réseau des médiathèques ECuME d'EBER CC visant à l'uniformisation des règlements, il est proposé d'appliquer cette nouvelle tarification au sein de la médiathèque municipale.

- o 5€ par an l'inscription individuelle
- o Gratuites jusqu'à 18 ans et aux collectivités de la Communauté de Commune

Les usagers s'inscrivent dans la médiathèque de leur choix.

La carte lecteur est individuelle. Elle est unique à tout le réseau. Ainsi l'inscription donne la possibilité d'emprunter des documents en tous points du réseau.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres, décide,

- **D'ADOPTER** la tarification suivante au sein de la médiathèque municipale :

- o 5€ par an l'inscription individuelle
- o Gratuites jusqu'à 18 ans et aux collectivités de la Communautés de Communes

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à accomplir toute formalité et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

▪ **CONVENTION ANIMALIERE AVEC CLINIQUE VETERINAIRE**

Vu la délibération en date du 18 décembre 2019 relatif à la mise en place d'une convention avec la clinique vétérinaire Lafayette de Pont Evêque, pour l'année 2020, pour la prise en charge des chats et des chiens, abandonnés et/ou trouvés, sur le territoire de la commune et que la Municipalité propose par la suite à l'adoption.

Considérant la nécessité pour la commune d'apporter des solutions à la gestion des animaux errants Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante la mise en place d'une nouvelle convention animalière.

La convention proposée est celle de la clinique vétérinaire Lafayette de Pont Evêque consiste à prendre en charge :

- 50% des frais de première visite (vaccination, puçage, stérilisation) des chats et des chiens, abandonnés et/ou trouvés, sur le territoire de la commune et que la Municipalité proposera à l'adoption.
- 100% des frais de première visite pour des chats et des chiens, abandonnés et/ou trouvés déjà vaccinés, stérilisés et pucés, sur le territoire de la commune et que la Municipalité propose par la suite à l'adoption.

Cette procédure se fera en fonction de l'âge de l'animal recueilli et sera encadrée par un engagement écrit de l'adoptant.

La commune se limite à un certain quota annuel fixé à 10 animaux par an.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **DECIDE** la mise en place d'une convention avec la clinique vétérinaire Lafayette de Pont Evêque pour l'année 2023 reconductible tacitement chaque année.
- **CHARGE** Monsieur le Maire à l'accomplissement de cette décision.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention avec le cabinet vétérinaire.
- **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au budget.

▪ **DESIGNATION DELEGUE COMMISSION SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE VOIRIE**

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du syndicat de voirie intercommunal ;

Considérant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal de voirie ;

Considérant la nécessité de procéder à la désignation d'un nouveau titulaire et d'un nouveau délégué suppléant, afin de représenter la commune au sein du syndicat intercommunal de voirie,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DESIGNE Monsieur Jean-Claude DOLENZ délégué titulaire et Monsieur Jacques GARNIER délégué suppléant du Conseil Municipal au sein du syndicat intercommunal de voirie.

▪ **POINT AVANCEMENT DEPENSES PROJET ECOLE ET POINT OUVERTURE DES PLIS**

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal un retour sur l'ouverture des plis par la commission appel d'offre le 17 janvier 2023 pour les travaux de construction de l'école. Une augmentation significative du coût des matériaux est à noter. Un choix avec le maître d'œuvre sera prochainement fait.

Monsieur Philippe ORSINGUER, 1^{er} adjoint expose aux membres du conseil municipal un point sur le versement des subventions liées au projet.

■ ARRETE STATIONNEMENT ZONE DES COMMERCEs ET ZONE DE COVOITURAGE

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la nécessité à prendre des arrêtés municipaux pour le stationnement sur la zone des commerces et la création de zones de covoiturage. En effet, beaucoup de véhicules stationnent sur les parkings destinés aux commerces de manière prolongée, il est donc nécessaire de créer des zones de covoiturage afin de permettre le covoiturage et un accès facile aux commerces de la commune.

■ QUESTIONS DIVERSES

a. Intégration nouvel agent périscolaire

Un nouvel agent, a intégré le service périscolaire le 02 janvier 2023. Elle s'occupe du service de cantine et de la garderie du soir. Elle a aussi en charge l'entretien des locaux de la commune.

b. Réouverture de la médiathèque mardi de 16h à 18h

Pour information, les médiathèques du réseau ECuME dont fait partie la commune doivent assurer 6 heures d'ouverture hebdomadaire au public. Le Conseil Municipal en date du 30 octobre 2019 avait validé les nouveaux horaires d'ouverture à savoir :

- Mardi de 16h00 à 18h00 (uniquement en période scolaire),
- Mercredi de 16h00 à 18h00,
- Samedi de 10h00 à 12h00,

La crise sanitaire a entraîné la fermeture de la médiathèque, puis une réduction des temps d'ouverture.

A compter du 21 février 2022 la médiathèque peut donc ouvrir de nouveau sur les horaires validés en Conseil Municipal en 2019.

c. Vœux du maire

Pour rappel, les vœux de Monsieur le Maire ont été fixés au samedi 28 janvier 2023 à 10h30 à la salle socioculturelle.

d. Réorganisation des territoires du département

Présentation est faite de la réorganisation des territoires de l'Isère consultable sur le site du département. La commune dépend du secteur « Isère Rhodanienne »

e. Cabane à livre

Présentation de l'avancement du projet. Pour rappel, le projet est d'utiliser le bois du grand sapin du tènement DUCRET qui a été abattu pour la construction de la nouvelle école afin de lui donner une nouvelle vie. Un sculpteur a été choisi par la commission en charge du projet : Monsieur Christian THERAIN, sculpteur à ANNOISIN CHATELAN. Une cabane à livre sera façonnée ainsi qu'un banc. Le banc sera sculpté en direct devant le public lors de la foire de printemps organisée par le comité des fêtes de Cour et Buis le dimanche 23 avril 2023.

f. Présentation service de portage de repas

Il est présenté aux membres du Conseil Municipal, pour information, une prestation de portage de repas à domicile proposé par une société d'aide à la personne présente sur le secteur de Cour et Buis. La documentation est disponible en Mairie.

g. Proposition adhésion IRMA (institut des risques majeurs)

L'Institut des Risques Majeurs (IRMA) a été créé en 1988 à l'initiative d'Haroun Tazieff et du Conseil général de l'Isère. C'est une association loi 1901 dont les objectifs sont de promouvoir des actions d'information, de prévention et de sensibilisation aux risques majeurs. Les missions du centre de ressources :

- Sensibiliser et informer la population de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur les risques majeurs
- Former et conseiller les décideurs locaux dans l'exercice de leurs missions de prévention
- Eduquer et former la communauté scolaire
- Favoriser les échanges d'expériences en matière de gestion des risques et de catastrophe (REX) et les faire partager.

La commune est en train de finaliser le plan communal de sauvegarde qui planifie les actions des acteurs communaux de la gestion du risque (élus, agents municipaux, bénévoles, entreprises partenaires) en cas d'évènements majeurs naturels, technologiques ou sanitaires. Il a pour objectif l'information préventive et la protection de la population. Une fois validé par la Préfecture, ce plan communal de sauvegarde sera mis en ligne sur le site internet de la commune. Pour l'instant, les membres du conseil municipal ne souhaitent donc pas adhérer à l'IRMA.